



HAL
open science

Aux sources du coup d'Etat de 1964 en Bolivie

Sebastian Urioste Guglielmone

► **To cite this version:**

Sebastian Urioste Guglielmone. Aux sources du coup d'Etat de 1964 en Bolivie. Les Études du CERI, 2014, 207-208, pp.39-43. hal-04306155

HAL Id: hal-04306155

<https://sciencespo.hal.science/hal-04306155>

Submitted on 7 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Aux sources du coup d'Etat de 1964 en Bolivie

Sebastián Urioste

Si le coup d'Etat du 4 novembre 1964 place chronologiquement la Bolivie dans le sillage des régimes répressifs qui mirent fin aux expériences nationalistes et populaires après la révolution cubaine de 1959, les particularités de cet événement méritent d'en comprendre les signes précurseurs tant ils mettent en lumière les contradictions qui sous-tendaient le renversement et la restauration des hiérarchies sociales en Amérique latine au xx^e siècle.

LA RÉVOLUTION NATIONALE (1952-1964)

La prise du pouvoir par les forces armées en 1964 n'avait pas pour objectif d'éviter une réforme agraire, d'empêcher la nationalisation de compagnies privées ou encore d'endiguer une mobilisation populaire qui aurait porté au pouvoir une personnalité avec un programme radical contraire aux intérêts américains. Elle ne prévint pas une contagion révolutionnaire mais, au contraire, clôtura la deuxième révolution sociale qui avait eu lieu en Amérique latine après celle du Mexique.

En effet, en avril 1952, ce qui devait être un coup d'Etat initié par les carabiniers aux ordres du ministre de l'Intérieur devint, avec l'intervention des ouvriers et des travailleurs des mines, ce qu'il a été convenu d'appeler la « révolution nationale ». L'armée fut vaincue et les armes distribuées par la police, abandonnées par les soldats ou saisies dans les casernes changèrent la donne de la société bolivienne, au-delà des plans du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), instigateur du coup d'Etat¹. Face à ces secteurs populaires mobilisés et désormais armés, la stratégie suivie par le MNR fut d'instituer le suffrage universel et d'intégrer ces secteurs aux instances politiques et syndicales, au gré de leurs pressions et de leurs allégeances au gouvernement du président Víctor Paz Estenssoro². Les mines des trois « barons » boliviens qui, ensemble, produisaient un quart de l'étain mondial³ furent nationalisées et regroupées au sein de la Compagnie minière bolivienne (Comibol) au sein de laquelle les représentants des districts miniers pouvaient opposer leur veto aux décisions administratives au nom du « contrôle ouvrier ». Quatre ministères furent également confiés à la Centrale ouvrière de Bolivie (COB), organisation fédérant tous les syndicats du pays, dans le cadre d'un « co-gouvernement » avec le MNR. Par ailleurs, les occupations de terres dans la vallée de Cochabamba conduisirent au décret de réforme agraire ouvrant la voie à l'expropriation des grandes propriétés, à la consolidation dans leurs droits des possédants de petites et moyennes propriétés et à la reconnaissance de la propriété communautaire indienne. L'appartenance à un syndicat étant une condition préalable à toute demande de titres de propriété, près de la moitié de la population active bolivienne se trouvait syndiquée entre 1952 et 1956⁴. De ce fait, les « mécanismes d'exclusion hérités de la colonie, quelquefois renforcés par les effets pervers de certaines lois de la république⁵ » furent profondément ébranlés et l'aristocratie foncière laminée.

¹ Les élections présidentielles de 1951 remportées par le MNR avec le « ticket » Víctor Paz Estenssoro (président)-Hernán Siles Suazo (vice-président) avaient été annulées par une junte de l'armée qui avait pris le pouvoir. Issu de la classe moyenne urbaine favorable à la nationalisation des moyens de production, le MNR fut à son origine influencé par le fascisme. Voir H. Klein, *Historia de Bolivia*, La Paz, Editorial Juventud, 2001, pp. 222-223.

² Víctor Paz Estenssoro fut trois fois président de la Bolivie : 1952-1956, 1960-1964 et 1985-1989.

³ J. Dunkerley, « The bolivian revolution at 60 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 45, n° 2, mai 2013, p. 329.

⁴ J. P. Lavaud, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine. Le cas bolivien*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 31.

⁵ J. P. Lavaud, « Postface », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 91, 2014, p. 154.

Ce type d'inclusion et de mobilisation devait cependant entraîner l'essoufflement progressif de la révolution : à la crise économique et à l'inflation⁶ s'additionnèrent en effet les guerres entre factions au sein d'un MNR devenu pléthorique et ramifié dans tout le pays⁷, constamment mis en tension par les exigences de ses alliés plébéiens. C'est dans ce cadre qu'il convient d'analyser la constitutionnalisation des « milices populaires » autorisées par le gouvernement en tant que réserve des forces armées⁸. Si cela faisait d'elles des forces supplétives destinées à intégrer la structure de l'Etat, cela légitimait surtout l'existence d'un peuple en armes. De fait, en 1956, entre 50 000 et 70 000 miliciens organisés en quinze régiments de paysans, huit de travailleurs des mines, cinq de cheminots et trois d'ouvriers suppléaient alors aux quelque 8 000 membres de ce qui restait de l'armée bolivienne⁹.

Les milices paysannes s'avèrent particulièrement utiles pour contrer les diverses rebellions¹⁰ fomentées par la Phalange socialiste bolivienne (FSB), un puissant pôle d'attraction des opposants au MNR issus des classes moyennes urbaines – naguère principale base électorale du MNR, plus tard désabusées par les dévaluations opérées par le gouvernement révolutionnaire¹¹. Mais elles furent également déployées contre les syndicats ouvriers lorsque le conflit entre la COB, dirigée par les représentants des mines, et le gouvernement s'amplifia. Un des foyers de cette discorde se trouvait dans l'accord que le gouvernement du MNR avait conclu avec celui des Etats-Unis et le Fond monétaire international en 1956 afin de recevoir 25 millions de dollars pour atténuer l'inflation du peso bolivien, attribuée à la détérioration de l'industrie minière. En contrepartie, le gouvernement était tenu d'aligner la politique étrangère de la révolution sur celle des Etats-Unis¹², de supprimer les contrôles des prix et les restrictions à l'importation et à l'exportation ainsi que de réduire de 40 % les dépenses publiques, notamment les subventions aux économats (*pulperías*) des mines¹³. Cette stratégie fut poursuivie avec la « réhabilitation de la Comibol », un plan d'aide au développement de 37,8 millions de dollars financé par le gouvernement des Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et la Banque interaméricaine pour le développement. Là aussi, cette aide fut conditionnée à la réforme de l'administration de la compagnie, au licenciement de la main d'œuvre excédentaire¹⁴ et au rejet de la proposition de l'Union soviétique de financer une fonderie d'étain en Bolivie qui lui aurait permis de passer de producteur de matières premières à créateur de produits manufacturés¹⁵. Ces mesures donnèrent le ton de la réorientation vers une économie libérale (soutenue par des investissements de capitaux privés nationaux et étrangers) et traduisirent la transformation de la lutte « contre-révolutionnaire » engagée par le

⁶ Selon l'historien Herbert Klein : « L'effondrement de l'Etat, la consécutive nationalisation des grandes mines et la destruction du système d'*hacienda*, avec l'assignation massive des ressources gouvernementales pour créer des programmes de bien-être social, tout contribua à créer un chaos dans l'économie nationale et le budget national. L'expropriation des mines retranscha des sommes énormes à l'Etat, la réforme agraire diminua drastiquement l'approvisionnement agricole des villes, ce qui obligea à effectuer des importations massives d'aliments pour éviter l'inanition. La seule façon de résoudre tous ces problèmes fut d'augmenter la circulation monétaire interne : son résultat fut une des inflations les plus élevées au monde (1952-1956) ; le coût de la vie augmenta de 2 000 %, avec un taux d'inflation de plus de 900 % ». Voir H. Klein, *op. cit.*, pp. 242-243.

⁷ J. P. Lavaud, *op. cit.*, pp. 35-38.

⁸ Article 211 de la Constitution de 1961. Voir R. Salinas Mariaca, *Las constituciones de Bolivia*, La Paz, Don Bosco, 1989, p. 351.

⁹ J. P. Lavaud, *op. cit.*, p. 38.

¹⁰ Le fait historique le plus marquant demeure la série d'abus commis en 1957 à Terebinto par les milices paysannes dépêchées par le gouvernement afin de déjouer ce que celui-ci appelait des revendications « séparatistes » du Comité civique du département oriental de Santa Cruz. Voir G. Prado, *Poder y Fuerzas Armadas. 1949-1982*, La Paz, Editorial Los Amigos del Libro, 1984, p. 86.

¹¹ H. Klein, *op. cit.*, p. 243.

¹² En mars 1954, la Bolivie avait déjà soutenu les Etats-Unis à l'occasion d'une motion opposée au gouvernement de Jacobo Arbenz (Guatemala) soumise au sein de l'Organisation des Etats américains. Voir J. Dunkerley, « The bolivian revolution at 60 », *art. cit.*, p. 336 et E. Guevara, « Guatemala: 1944-1954, la mémoire d'une révolution oubliée » dans ce volume. Ses ambassadeurs à Washington répétèrent plusieurs fois que le gouvernement du MNR s'opposait à l'« impérialisme communiste ». Voir C. Blasier, *The Hovering Giant: U.S. Responses to Revolutionary Change in Latin America, 1910-1985*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1985, pp. 135-136.

¹³ J.P. Lavaud, *op. cit.*, p. 45.

¹⁴ *Ibid.*, p. 50.

¹⁵ C. Blasier, *op. cit.*, p. 142.

gouvernement. Le concept d'ennemi, qui visait essentiellement la droite (associée à la Phalange), fut retourné contre la gauche : les revendications de la COB commencèrent à être assimilées à la « subversion communiste¹⁶ ». Le pic du conflit entre le gouvernement et les travailleurs des mines advint en 1963 quand une grève générale contre la suppression de postes de travail conduisit le gouvernement à déclarer les principales mines « zones militaires » et à les encercler par des forces combinées des milices paysannes et de l'armée¹⁷. Assiégés, les miniers levèrent leur grève mais déclarèrent que le président Paz était désormais devenu un « traître aux objectifs de la révolution¹⁸ ».

Jouer les milices paysannes contre les syndicats ouvriers, une stratégie ultérieurement poursuivie par les gouvernements militaires, fut une manœuvre inaugurée par Paz Estenssoro. Ce dernier avait compris « l'importance de cette force totalement neuve et absolument conservatrice¹⁹ » dans le champ politique bolivien : face au soutien déclinant des classes moyennes et en présence d'ouvriers convaincus de constituer une avant-garde révolutionnaire, un paysannat assuré de ses titres de propriété constituait une assise pour les secteurs du parti les moins enclins à un renversement des hiérarchies sociales.

Cependant, l'usage de milices paysannes pour des opérations de maintien de l'ordre ne doit pas prêter à confusion quant à leur caractère monolithique. Commandées par des dirigeants régionaux alliés aux différents secteurs du MNR, elles étaient dépendantes des réseaux fluctuants de clientèle organisés depuis le sommet de l'Etat jusqu'aux plus simples bourgs. Leurs affrontements prirent une tournure violente dans la vallée de Cochabamba autour de la sélection des pré-candidats présidentiels du MNR en 1960, à tel point que les limites entre provinces furent, à leur tour, décrétées « zones militaires »²⁰. Par cette opération, le gouvernement du MNR démontrait son incapacité croissante à juguler ses dissensions internes et à contenir ses alliés populaires, pour dépendre de plus en plus de l'institution la plus honnie en avril 1952 : l'armée.

LE RETOUR DE L'ARMÉE

Honnie, mais non supprimée, car si la COB exigea que l'armée fut constitutionnellement dissoute, le président Paz se garda de le faire, requérant toutefois l'allégeance des officiers au MNR²¹. Or, à partir de 1956, au gré de la multiplication des opérations de maintien de l'ordre menées par les forces armées, leur réarmement fut progressivement financé par les Etats-Unis et alla croissant après la révolution cubaine de 1959. De fait, la part du budget public allouée aux forces armées augmenta de 6,8 % en 1958 à 16,8 % en 1964, et ses effectifs atteignirent 15 000 hommes²². L'année du coup d'Etat, l'armée bolivienne avait reçu plus de 1,5 million de dollars de crédit militaire de la part des Etats-Unis et environ 1 200 de ses membres avaient été entraînés à l'École des Amériques, basée au Panama²³.

Ces données ne devraient guère surprendre : contrairement aux réformes tentées au Guatemala par Jacobo Arbenz, les programmes de nationalisation et de redistribution du MNR concernèrent des patrimoines boliviens²⁴ et le mouvement prit soin de faire savoir que le principe de propriété privée

¹⁶ J. Malloy, *Bolivia : la revolución inconclusa*, Montevideo, Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social, 1989, pp. 377 et 381.

¹⁷ J. P. Lavaud, *op. cit.*, p. 51.

¹⁸ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia 1952-1982*, La Paz, Plural Editores, 2003, p. 146.

¹⁹ H. Klein, *op. cit.*, p. 242.

²⁰ J. Dunkerley, « The bolivian revolution at 60 », *art. cit.*, pp. 133-135.

²¹ J. P. Lavaud, *op. cit.*, p. 63.

²² J. Dunkerley, « The bolivian revolution at 60 », *art. cit.*, 2013, p. 149.

²³ *Idem.*

²⁴ T. Skidmore, P. Smith, J. Green, *Modern Latin America*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2010, p. 79.

ne serait pas remis en cause²⁵. De leur côté, les administrations américaines considéraient qu'il valait mieux assister économiquement le gouvernement du MNR plutôt que de le voir remplacé par une force bien plus hostile²⁶. En 1963, dix ans après que le gouvernement bolivien eut accepté d'indemniser les trois « barons » de l'étain, le pays se trouvait être le plus grand récepteur individuel en Amérique latine ainsi que le principal destinataire de l'aide américaine *per capita* dans le monde²⁷. Or, un volet de cette coopération était destiné à l'« action civique ». Conçue comme un versant de la stratégie contre-insurrectionnelle visant les guérillas communistes, celle-ci canalisait la construction d'écoles, de ponts ou de postes de santé par l'armée, afin de gagner la sympathie des populations²⁸ et fut incarnée par le général René Barrientos. Charismatique et parlant le quechua, Barrientos était un compagnon de route du MNR avant 1952 mais avait également suivi des cours d'instruction militaire aux Etats-Unis en 1944. C'est dès cette époque qu'il s'était lié d'amitié avec Edward Fox, attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis en 1964²⁹. La même année et à l'approche des élections présidentielles, la cellule militaire du MNR proclama comme candidats le « ticket » Victor Paz Estenssoro (président)-René Barrientos (vice-président) afin de « préserver la révolution nationale et la stabilité du pays » et de s'opposer « à toute tendance communiste ou réactionnaire de droite »³⁰.

D'abord réticent, Paz Estenssoro accepta cette formule. Se représenter comme candidat à l'élection présidentielle à la fin de son deuxième mandat était une violation flagrante de la Constitution de 1961 – alors même qu'il avait rompu avec le « secteur de gauche du MNR », dirigé par Juan Lechín Oquendo, principal dirigeant de la COB à qui la candidature du MNR avait été promise. Il avait donc besoin de l'aura qui entourait à ce moment-là les forces armées, incarnation de l'ordre et de la discipline et seule institution apparemment en mesure de s'imposer dans tout le pays. Si les élections de mai se soldèrent par une victoire aussi écrasante que facile – aucun autre parti ne présenta de candidats –, elles débouchèrent immédiatement sur des mouvements de contestation tout azimuts : depuis la Phalange jusqu'aux travailleurs des mines, en passant par l'autre figure historique du MNR élue président entre 1956 et 1960, Hernán Siles Suazo. Egalement en rupture avec Paz Estenssoro, Siles avait déclaré en mai 1964 que son rival devait être déchu et remplacé par une junte militaire provisoire jusqu'à la tenue de nouvelles élections³¹.

Ces contestations conduisirent le président Paz à décréter l'état de siège dans tout le pays le 21 septembre 1964. Mais l'exil forcé de Hernán Siles Suazo et d'une centaine d'autres opposants ne calma guère les esprits. Au contraire, les enseignants entrèrent en grève et des combats de rue entre étudiants et forces de l'ordre s'ensuivirent, provoquant la mort de trente personnes à Cochabamba, Oruro et La Paz. La Phalange s'empara de la garnison d'Apolo, dans le nord du département de La Paz³², tandis que les travailleurs des mines de Siglo XX affrontèrent l'armée pour éviter l'occupation de leur campement³³. Dans ce climat, le général Barrientos put entreprendre un coup d'Etat approuvé par une large partie de la population et des syndicats. Ainsi, le 4 novembre, depuis Cochabamba, Barrientos déclara par radio qu'il marcherait sur Oruro puis sur La Paz si Victor Paz Estenssoro n'acceptait pas la démission du président et du vice-président afin de remettre le pouvoir à une junte militaire. Alors que l'état-major du quartier de Miraflores à La Paz était entré en mutinerie, le général

²⁵ C. Blasier, *op. cit.*, p. 133.

²⁶ J. Siekmeier, *The Bolivian Revolution and the United States, 1952 to the Present*, University Park, Penn State Press, 2011, pp. 6-7.

²⁷ H. Klein, *op. cit.*, p. 244.

²⁸ J. P. Lavaud, *op. cit.*, p. 64.

²⁹ J. Dunkerley, « The bolivian revolution at 60 », *art. cit.*, p. 149 et J. Barnadas, *Diccionario historico de Bolivia*, Sucre, Grupo de Estudios Históricos, 2002, p. 269.

³⁰ G. Prado, *op. cit.*, p. 131.

³¹ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia 1952-1982*, *op. cit.*, p. 153.

³² G. Prado, *op. cit.*, p. 145.

³³ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia 1952-1982*, *op. cit.*, 2003, p. 154.

Alfredo Ovando, commandant en chef des forces armées, suggéra au président de quitter le pays et l'accompagna personnellement jusqu'à l'aéroport³⁴. Les troupes du collège militaire occupèrent la place Murillo puis tirèrent des salves en l'air pour empêcher qu'une foule portant Juan Lechín Oquendo sur ses épaules ne prît possession du palais présidentiel³⁵.

Durant les six premiers mois de son existence, la junte militaire qui assumait le gouvernement après novembre 1964 n'affronta pas de réelle opposition. De fait, la COB et le Parti communiste bolivien se joignirent à un « comité révolutionnaire du peuple » qui approuva le coup d'Etat et Hernán Siles Suazo fut même désigné comme l'un des auteurs du renversement de Victor Paz Estenssoro³⁶. Ce n'est qu'au début de 1965 que la répression contre les syndicats ouvriers commença ouvertement sur la base d'un « pacte militaire-paysan », atteignant toute son intensité en juin 1967 quand le gouvernement du général Barrientos ordonna l'attaque du campement de Siglo XX, alors qu'il affrontait simultanément la guérilla de Ernesto Che Guevara, qui finit capturé et exécuté³⁷. La Bolivie était entretemps devenue un exportateur net de capital : entre 1965 et 1968, les investissements privés étrangers s'élevaient à 27,7 millions de dollars tandis que les profits rapatriés dépassaient 320 millions de dollars³⁸.

Le 4 novembre 1964, alors que Victor Paz Estenssoro entreprenait déjà son voyage d'exil au Paraguay, un groupe de miliciens appartenant au MNR tenta encore de résister dans la colline stratégique de Laicacota, à La Paz, avant d'être bombardé et liquidé par l'armée de l'air³⁹. Le constat qu'en tira l'essayiste Sergio Almaraz – dans un livre désormais incontournable pour comprendre les contradictions du régime qui finissait et la nature de celui qui débutait – reste d'actualité pour analyser les singularités des gouvernements militaires latino-américains des années 1960 : « A Laicacota, on a tiré sur le cadavre d'une révolution⁴⁰. »

³⁴ G. Prado, *op. cit.*, p. 150.

³⁵ *Ibid.*, p. 151.

³⁶ J. Dunkerley, *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia 1952-1982*, *op. cit.*, p. 159.

³⁷ *Ibid.*, pp. 188-191.

³⁸ *Ibid.*, p. 165.

³⁹ R. Zavaleta, « Las masas en noviembre », in R. Zavaleta (dir.), *Bolivia, hoy*, Mexico, Siglo Veintiuno Editores, 1983, p. 52.

⁴⁰ « *En Laicacota se disparó sobre el cadáver de una revolución* ». S. Almaraz, « Requiem para una República », in *Obra completa*, La Paz, Plural Editores, 2009, p. 454.